

Droit, économie, gestion, mention droit

RNCP11959 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 6
Sigle	LICENCE — Licence
Code(s) NSF	128
Code(s) ROME	C1504, K1902, K1903, C1201
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit

Certificateur(s)

Université Rennes I

<http://www.univ-rennes1.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Cette formation constitue un soubassement pour les futurs étudiants de Master, mais permet également une intégration directe dans la vie professionnelle.

Le diplômé de Licence Mention Droit exerce,

- en entreprise (services juridiques ou contentieux, cabinets immobiliers, banques, assurances),
- dans des cabinets juridiques (avocats, avoués, conseils juridiques) en tant que clerc,
- dans l'administration : administration judiciaire (greffes, établissements pénitentiaires..), administration fiscale (impôts et Trésor), territoriale et généralement toutes administrations,
- dans le domaine syndical ou associatif (associations de consommateurs ...)

à un niveau d'encadrement intermédiaire (catégorie B dans l'Administration) ou d'exécution des activités

- d'interprétation des textes juridiques (jugements, contrats et actes),
- de préparation à la rédaction ou de rédaction d'actes juridiques de toute nature selon le cadre dans lequel ils exercent,
- d'exécution : mise en œuvre et application des décisions et des actes.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

La maîtrise des bases du droit (vocabulaire juridique, matières fondamentales, techniques spécifiques et modes de raisonnement, procédures spécifiques, culture juridique, sociale et politique) est une compétence qui permet aux diplômés de

- rechercher et reconnaître le(s) textes relatifs à une situation proposée,
- appréhender tous textes juridiques, les utiliser et les appliquer à des situations concrètes,
- rédiger des actes préparatoires et/ou définitifs,
- établir des rapports, notes de synthèse sur des régimes juridiques ou des catégories de situations,
- actualiser leurs connaissances juridiques.

Dans l'exercice de leurs fonctions, les diplômés sont capables de déployer les compétences suivantes :

- S'adapter à des situations variées et complexes,
- Analyser les besoins et situations des clients et usagers
- Intégrer les affaires juridiques des entreprises dans leur environnement économique et social,
- Fournir des informations et des conseils dans le domaine du droit et de la procédure,
- Accompagner le déroulement des procédures (préparation, suivi, respect des délais, identifier, rassembler et apprécier les pièces et documents nécessaires à la constitution d'un dossier),

- Favoriser le règlement des litiges par la médiation et la transaction,
- Appliquer des processus méthodologiques rigoureux à des situations très différentes,
- Respecter la confidentialité.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Le diplômé de Licence Mention Droit exerce,

- en entreprise (services juridiques ou contentieux, cabinets immobiliers, banques, assurances),
- dans des cabinets juridiques (avocats, avoués, conseils juridiques) en tant que clerc,
- dans l'administration : administration judiciaire (greffes, établissements pénitentiaires...), administration fiscale (impôts et Trésor), territoriale et généralement toutes administrations,
- dans le domaine syndical ou associatif (associations de consommateurs ...)

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Fonctions, métiers

Sous réserve de la réussite aux concours administratifs, les diplômés peuvent prétendre, dans la Fonction Publique d'Etat ou la Fonction Territoriale, à des postes d'encadrement intermédiaire (catégorie B) tels que :

- Contrôleur,
- Rédacteur,
- Secrétaire administratif,
- Lieutenant de police,
- Chef des services pénitentiaires,
- Greffier

Dans le secteur privé, ils occupent des fonctions de

- Agent immobilier,
- Collaborateur d'Auxiliaire de justice (clercs d'avoués, d'avocats),
- Collaborateur de Conseil Juridique et/ou Fiscal,
- Juriste en entreprise, dans une compagnie d'assurances, le secteur bancaire, une association et/ou un syndicat...

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Élevée (4/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 1 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible, Lien formation-emploi, Inadéquation géographique
Salaire médian (mensuel)	2 389 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+2 (DUT, BTS, Deug ou équivalent) en échanges et gestion (28 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) P3X90 — Professionnels du droit · tension 4/5 (Élevée) QCX01 — Employés et techniciens commerciaux de la banque · tension 5/5 (Très élevée) QCX02 — Cadres et indépendants commerciaux de la banque · tension 3/5 (Modérée) R3X84 — Employés et professions intermédiaires de l'immobilier · tension 5/5 (Très élevée) R4X93 — Cadres agents immobiliers et syndics · tension 1/5 (Très faible)

Projets de recrutement (BMO 2026)	23 944
Jugés difficiles à recruter	38 %
Emplois saisonniers	3 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats P3X90 — Professionnels du droit QCX01 — Employés et techniciens commerciaux de la banque QCX02 — Cadres et indépendants commerciaux de la banque R3X84 — Employés et professions intermédiaires de l'immobilier R4X93 — Cadres agents immobiliers et syndics

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, CANDIDATURE INDIVIDUELLE

Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n°84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur)

COMPOSITION DU JURY — VAE

Composition du jury votée par l'université

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

La licence est ouverte à Rennes et, en délocalisation, à Saint Brieuc.

Le site de la faculté de droit et de science politique de Rennes : www.droit.univ-rennes1.fr

Université Rennes 1

Faculté de Droit et de Science Politique

SOIE (Service Orientation Insertion Entreprise)

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/11959/>